

## 12.2 Épargne - Patrimoine

Fin 2017, le **patrimoine** économique national s'élève à 14 762 milliards d'euros (Md€), soit l'équivalent de 7,9 fois le **produit intérieur net** de l'année. Sa progression se poursuit à un rythme soutenu (+ 3,7 %, après + 2,7 % en 2016). Elle est portée, cette année encore, par l'accélération du patrimoine non financier (+ 3,9 %, après + 3,1 %), notamment celle du patrimoine en terrains bâtis, logements et autres constructions. Les actifs et passifs financiers augmentent au même rythme (+ 6,5 %, après respectivement + 4,5 % et + 4,8 % en 2016). In fine, le patrimoine financier net s'établit à 23 Md€ en 2017, après 48 Md€ en 2016. En 2017, la valeur des **fonds propres des sociétés non financières (SNF)** continue de croître à un rythme très élevé (+ 10,2 %, après + 5,8 % en 2016). Comme les années précédentes, cela s'explique par la hausse du prix des actions au cours de l'année 2017. Les fonds propres des **sociétés financières** progressent aussi, mais moins fortement que ceux des SNF. Enfin, le patrimoine des **administrations publiques (APU)** se redresse en 2017. Il s'établit à 190 Md€ en 2017, contre 124 Md€ en 2016, ceci résultant principalement de variations de prix du patrimoine financier net avec la dépréciation de titres de créance et la valorisation des entreprises publiques.

En 2017, le **patrimoine des ménages** progresse (+ 3,8 %), essentiellement en raison de l'augmentation des prix de l'immobilier.

En 2017, ce patrimoine immobilier augmente de 3,3 %, après + 2,9 % en 2016. Cette accélération reflète à la fois celle du prix des logements anciens et le dynamisme de la construction neuve. Au total, le patrimoine non financier des **ménages** s'accroît de 3,5 % en 2017, pour s'établir à 7 679 Md€. Plus forte que celle de l'an passé, cette hausse est aussi supérieure à la moyenne des dix années précédentes. Au sein des actifs financiers, les ménages continuent de privilégier les placements bancaires. L'encours en numéraire et dépôts progresse. D'une part, les ménages préfèrent les placements en livrets aux placements à risque. D'autre part, les placements sur les dépôts à vue restent dynamiques. L'encours des titres de créance détenus par les ménages diminue assez fortement en 2017 dans un environnement de taux bas. La détention d'actions et de parts de fonds d'investissement accélère. À l'opposé, les placements des ménages en assurance-vie décèlent.

En 2016, 56 % des salariés du secteur marchand non agricole, soit 8,9 millions de salariés, ont eu accès à au moins un dispositif de participation, d'intéressement ou d'**épargne salariale** ; 7,5 millions de salariés ont ainsi bénéficié d'un complément de rémunération. Le **plan d'épargne entreprise**, qui couvre 46 % des salariés, demeure le plus répandu des dispositifs car il sert de support principal de versement des primes de participation et d'intéressement. ■

### Définitions

**Épargne salariale** : ensemble de dispositifs dont l'objectif est d'associer les salariés aux résultats de leur entreprise et de favoriser l'épargne collective et le développement des investissements des entreprises.

**Patrimoine national** : patrimoine des résidents sur le territoire national. Il repose sur la propriété d'actifs économiques susceptibles de faire l'objet de transactions. En particulier, il ne comprend pas les monuments historiques.

**Administrations publiques (APU), épargne des ménages, fonds propres, ménage, patrimoine, plan d'épargne entreprise (PEE), produit intérieur net (PIN), revenu disponible brut des ménages (RDB), sociétés financières, sociétés non financières (SNF), taux d'épargne des ménages, taux d'épargne financière, taux d'investissement en logement** : voir rubrique « Définitions » en annexes.

### Pour en savoir plus

- « Le patrimoine économique national en 2017 – Une progression dynamique tirée par les prix de l'immobilier », *Insee Première* n° 1731, janvier 2019.
- « L'économie française », *Insee Références*, édition 2018.
- « Les revenus et le patrimoine des ménages », *Insee Références*, édition 2018.
- « Participation, intéressement et épargne salariale en 2016 : les sommes distribuées aux salariés progressent pour la troisième année consécutive », *Dares Résultats* n° 40, août 2018.

Retrouvez le TEF sur [www.insee.fr](http://www.insee.fr) dans la collection « Insee Références »

## Patrimoine national des secteurs institutionnels fin 2017

en milliards d'euros

	Ménages <sup>1</sup>	Sociétés non financières	Sociétés financières	Administrations publiques	Ensemble de l'économie nationale
<b>Actifs non financiers</b>	<b>7 679</b>	<b>4 740</b>	<b>292</b>	<b>2 028</b>	<b>14 739</b>
<i>dont : logements</i>	3 682	715	44	63	4 504
<i>autres bâtiments et génie civil</i>	163	814	68	971	2 017
<i>machines et équipements</i>	42	535	17	32	625
<i>terrains</i>	3 617	1 617	115	799	6 147
<b>Actifs financiers<sup>2</sup></b>	<b>5 446</b>	<b>8 829</b>	<b>14 254</b>	<b>1 305</b>	<b>29 834</b>
<i>dont : numéraires et dépôts</i>	1 491	617	3 621	147	5 876
<i>titres de créances</i>	58	68	3 581	55	3 762
<i>crédits</i>	10	1 610	3 201	101	4 922
<i>actions et parts de fonds d'investissement</i>	1 555	5 200	2 705	575	10 035
<i>systèmes d'assurances et de garanties</i>	2 027	42	125	5	2 198
<b>Ensemble des actifs<sup>3</sup></b>	<b>13 125</b>	<b>13 569</b>	<b>14 546</b>	<b>3 333</b>	<b>44 573</b>
<b>Passifs financiers<sup>2</sup></b>	<b>1 631</b>	<b>11 052</b>	<b>13 937</b>	<b>3 143</b>	<b>29 763</b>
<i>dont : numéraires et dépôts</i>	///	///	6 186	122	6 311
<i>titres de créances</i>	///	655	1 492	2 231	4 378
<i>crédits</i>	1 342	2 629	463	305	4 739
<i>actions et parts de fonds d'investissement</i>	10	6 780	2 626	45	9 461
<i>systèmes d'assurances et de garanties</i>	///	///	2 217	///	2 220
<b>Patrimoine financier net<sup>4</sup></b>	<b>3 815</b>	<b>- 2 223</b>	<b>269</b>	<b>- 1 837</b>	<b>23</b>
<b>Patrimoine (ou valeur nette)<sup>5</sup></b>	<b>11 494</b>	<b>2 517</b>	<b>561</b>	<b>190</b>	<b>14 762</b>

1. Y c. entrepreneurs individuels et institutions sans but lucratif au service des ménages. 2. Hors produits dérivés. 3. Somme des actifs non financiers et des actifs financiers. 4. Différence entre les actifs financiers et les passifs financiers. 5. Différence entre l'ensemble des actifs et les passifs financiers.

Sources : Banque de France ; Insee, comptes nationaux, base 2014.

## Dispositifs d'épargne salariale

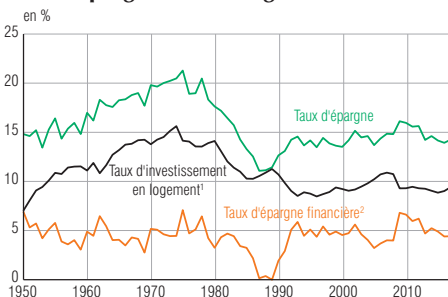
	2006	2010 <sup>1</sup>	2016
<b>Participation</b>			
Montant brut distribué <sup>2</sup>	6 926	7 380	6 714
Nombre de bénéficiaires <sup>3</sup>	4 981	(r) 5 226	4 904
Montant moyen en euros	1 391	(r) 1 412	1 369
<b>Intéressement</b>			
Montant brut distribué <sup>2</sup>	6 391	7 185	8 318
Nombre de bénéficiaires <sup>3</sup>	4 076	4 646	4 797
Montant moyen en euros	1 568	1 546	1 734
<b>Plan d'épargne entreprise (PEE)</b>			
Montant brut distribué <sup>2</sup>	1 290	1 338	1 549
Nombre de bénéficiaires <sup>3</sup>	2 339	2 256	2 313
Montant moyen en euros	551	593	670

1. Données révisées pour 2010, méthode de pondération des enquêtes Aceso revue. 2. En millions d'euros. 3. En milliers.

Champ : France métropolitaine, entreprises de 10 salariés ou plus du secteur marchand non agricole, hors intérim et secteur domestique.

Source : Dares.

## Taux d'épargne des ménages de 1950 à 2017



1. Rapport entre la formation brute de capital fixe des ménages et le revenu disponible brut. 2. Rapport entre la capacité de financement des ménages et le revenu disponible brut.

Source : Insee, comptes nationaux, base 2014.

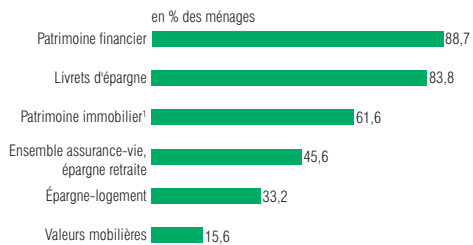
## Taux d'épargne des ménages dans quelques pays de l'UE

	en %			
	2000 (r)	2005 (r)	2010 (r)	2017
Allemagne	15,2	16,2	16,8	17,3
Autriche	15,8	16,1	14,8	12,4
Belgique	15,9	14,8	14,9	11,5
Danemark	2,4	3,5	8,6	11,9
Espagne	10,5	9,3	10,1	5,5
Finlande	9,7	7,9	9,8	5,7
<b>France</b>	<b>13,3</b>	<b>13,5</b>	<b>15,6</b>	<b>(p) 13,9</b>
Hongrie	11,9	12,6	11,5	12,1
Italie	12,9	14,7	11,1	9,6
Pays-Bas	9,8	9,5	13,3	(p) 15,4
Portugal	10,5	9,2	9,2	(p) 4,7
Rép. tchèque	11,5	11,0	12,7	9,5
Royaume-Uni	9,1	7,5	10,9	4,5
Slovénie	12,9	15,3	12,9	13,9
<b>UE</b>	<b>11,8</b>	<b>11,2</b>	<b>12,1</b>	<b>9,7</b>

Note : taux d'épargne en % du revenu disponible brut des ménages.

Source : Eurostat (extraction du 29 janvier 2019).

## Taux de détention par grand type d'actif en 2018



1. Y c. en usufruit pour la résidence principale.

Champ : France métropolitaine, ménages ordinaires.

Source : Insee, enquêtes HVP 2017-2018.

## Avertissement

Sauf mention contraire, les données nationales se réfèrent à la France métropolitaine et aux cinq départements d'outre-mer (sauf mention contraire Mayotte est inclus dans les données de la France).

Les données chiffrées sont parfois arrondies (selon les règles mathématiques). Le résultat arrondi d'une combinaison de données chiffrées (qui fait intervenir leurs valeurs réelles) peut se trouver légèrement différent de celui que donnerait la combinaison de leurs valeurs arrondies.

Les comparaisons internationales s'appuient en général sur les données issues d'organismes internationaux (Eurostat, ONU, etc.) qui peuvent diverger des sources produites par les instituts nationaux de statistiques, notamment pour l'Insee, pour les données françaises. En effet, ces organismes effectuent souvent des ajustements de champ ou de méthode, d'ampleur souvent réduite, afin de produire des données comparables d'un pays à l'autre.

Sauf précision contraire, les indicateurs relatifs à l'Union européenne (UE) figurant dans cet ouvrage portent sur l'UE à 28.

## Signes conventionnels utilisés

///	Absence de résultat due à la nature des choses
...	Donnée non disponible
e	Donnée estimée
n.s.	Donnée non significative
p	Donnée provisoire
r	Donnée révisée par rapport à l'édition précédente
€	Euro
k	Millier
M	Million
Md	Milliard

## Les clés des Tableaux de l'économie française

Titre de la double-page

Numéro du thème  
et de la double page

### 11.4 Prix à la consommation

Les mots ou expressions  
en gras et en couleur

sont définis plus bas  
ou dans la rubrique

« Définitions » en annexes

Une présentation  
synthétique sur  
chaque double-page

Des définitions pour  
comprendre les concepts  
clés de la double page

Toutes les définitions  
sont regroupées dans  
la rubrique « Définitions »  
en annexes

Des publications  
téléchargeables gratuitement  
pour approfondir le sujet  
Adresses des sites Internet  
à retrouver dans la rubrique  
« Adresses utiles » en annexes

Après une accélération en janvier 2017 à +1,3 %, le taux d'inflation mesuré par la variation sur un an de l'**indice des prix à la consommation (IPC)** baisse progressivement jusqu'en juillet 2017 avant de remonter régulièrement au second semestre pour atteindre +1,2 %, fin 2017. Mesuré à partir de l'**indice des prix à la consommation harmonisé (IPCH)**, il suit globalement le même mouvement en France que dans l'ensemble de la zone euro. De même, l'indicateur d'**inflation sous-jacente**, qui exclut les composantes les plus volatiles de l'indice des prix à la consommation (énergie, produits frais et mesures fiscales), remonte très lentement de février à décembre 2017, passant de +0,2 % à +0,6 % fin 2017.

En moyenne sur l'année, les prix à la consommation augmentent davantage en 2017 qu'en 2016 (+1,0 %, après +0,2 % entre 2015 et 2016) : l'inflation atteint ainsi un niveau supérieur à celui de 2013. Ce dynamisme reflète un vif rebond des prix de l'énergie et une accélération des prix de l'alimentation et du tabac. Seul un recul un peu plus prononcé des prix des produits manufacturés modère la hausse de l'inflation, alors que les prix des services croissent au même rythme qu'en 2016.

Après trois années de baisse consécutive, les prix des produits énergétiques sont en forte hausse en 2017 (+6,2 % en moyenne, après -2,8 %) en lien avec la fiscalité accrue sur les carburants en janvier 2017 et la remontée du cours moyen du Brent. Tous les prix des produits pétroliers rebondissent nettement :

combustibles liquides (+17,3 % en moyenne), gazole (+11,7 %) et essence (+5,8 %). Les prix du gaz participent aussi à la hausse de l'inflation énergétique (+4,6 %, après -7,6 % en 2016). En revanche, les prix de l'électricité ralentissent (+0,4 %, après +3,1 %).

En 2017, les prix des produits alimentaires (y compris boissons, alcoolisées ou non) augmentent plus rapidement qu'en 2016 (+1,0 % en moyenne, après +0,6 %), avec une nette accélération des prix des produits alimentaires hors produits frais. Après deux années de faible hausse, les prix du tabac augmentent davantage : +2,7 % entre 2016 et 2017 en lien avec le relèvement des taxes.

En 2017, les prix des produits manufacturés diminuent (-0,6 % en moyenne, après -0,5 % en 2016). Ceux des articles d'habillement et de chaussures sont stables. Le recul des prix des produits de santé se poursuit pour la quatrième année consécutive. Enfin, les prix des autres produits manufacturés baissent (-0,2 % en moyenne en 2017, après -0,1 %).

L'inflation dans les services est inchangée en 2017, à +1,0 %, comme en 2016. Les prix des services de transport rebondissent nettement (+2,0 %, après -1,5 %). Ceux des services de santé augmentent vivement à la suite de la revalorisation des tarifs de consultation (+1,3 %, après +0,2 %). En revanche, les prix des loyers, indexés sur les évolutions passées de l'inflation, ralentissent en 2017, comme chaque année depuis 2006, à l'exception de 2012. Quant aux prix des services de communication, ils se replient fortement, après trois années de hausse. ■

#### Définitions

**Indice des prix à la consommation (IPC)** : instrument de mesure de l'inflation. Il permet d'estimer, entre deux périodes données, la variation moyenne des prix des produits consommés par les ménages. C'est une mesure synthétique de l'évolution de prix des produits, à qualité constante. Il est publié chaque mois au *Journal Officiel*. L'indice des prix hors tabac sert à indexer de nombreux contrats privés, des pensions alimentaires, des rentes viagères et aussi à revaloriser le Smic. L'indice retenu pour le Smic est celui des « ménages du 1<sup>er</sup> quintile de la distribution des niveaux de vie, hors tabac ». Voir la suite de cette définition dans la rubrique « Définitions » en annexes.

**Indice des prix à la consommation harmonisé (IPCH), inflation, inflation sous-jacente** : voir rubrique « Définitions » en annexes.

#### Pour en savoir plus

- « 2017 – Les niveaux des prix ont varié quasiment du simple au triple parmi les États membres de l'UE », *communiqué de presse n° 102*, Eurostat, juin 2018.
- « Indice des prix à la consommation – Moyennes annuelles 2017 », *Informations rapides n° 8*, Insee, janvier 2018.
- Séries chronologiques ([www.insee.fr](http://www.insee.fr)).

Retrouvez le TEF sur [www.insee.fr](http://www.insee.fr) dans la collection « Insee Références »

Une orientation vers le site [www.insee.fr](http://www.insee.fr) sur lequel vous trouverez l'ouvrage en ligne, ainsi que les données mises à jour au fur et à mesure de leur disponibilité en attendant la prochaine édition papier

Titre de la double-page

## Prix à la consommation 11.4

### Évolution de l'indice des prix à la consommation par fonction de consommation en 2017

en % — Unité

Fonction de consommation	Pondération <sup>1</sup>		Évolution 17/16		Fonction de consommation	Pondération <sup>1</sup>		Évolution 17/16	
	2017	Moyenne annuelle	Moyenne annuelle	Glissement déc. à déc. <sup>2</sup>		2017	Moyenne annuelle	Moyenne annuelle	Glissement déc. à déc. <sup>2</sup>
<b>Ensemble (y c. tabac)</b>	<b>10 000</b>	<b>1,0</b>	<b>1,2</b>		Transport	1 451	3,1	2,8	
<b>Ensemble (hors tabac)</b>	<b>9 812</b>	<b>1,0</b>	<b>1,1</b>		Achats de véhicules	362	0,7	1,7	
Alimentation, boissons non alcoolisées	1 435	1,1	1,4		Utilisation de véhicules personnels	801	4,5	3,9	
Produits alimentaires	1 311	1,1	1,5		Services de transport	288	2,0	1,1	
Boissons non alcoolisées	124	0,6	0,7		Communications	285	-4,2	-4,2	
Boissons alcoolisées et tabac	380	1,6	3,3		Services postaux	17	3,8	3,8	
Boissons alcoolisées	192	0,6	0,7		Matériel de téléphonie et de télécopie	43	-8,6	-5,0	
Tabac	188	2,7	6,0		Services de téléphonie et de télécopie	225	-4,0	-4,6	
Habillement et chaussures	447	0,1	0,0		Loisirs et culture	894	0,3	0,5	
Habillement	357	0,1	0,0		Équipements audio-visuels, photo et informatiques	138	-2,2	-1,2	
Chaussures y c. réparation	90	-0,2	-0,1		Autres biens durables (loisirs)	46	-1,4	1,5	
Logement, chauffage, éclairage	1 418	1,6	1,4		Autres articles et équip. de loisirs	242	-0,2	0,3	
Loyers d'habitation	629	0,2	0,2		Services récréatifs et culturels	309	1,1	1,2	
Entretien et réparation courante du log.	172	1,5	1,6		Presse, livres et papeterie	140	1,9	2,0	
Distribution d'eau et autres services	159	1,4	1,5		Voyages touristiques tout compris	19	1,7	-6,0	
Chauffage, éclairage	458	3,7	2,9		Éducation	4	1,2	0,6	
Meubles, équip. ménager, entretien maison	530	-0,2	-0,1		Hôtellerie, cafés, restaurants	752	1,6	1,4	
Meubles, tapis, revêtements de sol	154	-0,2	0,0		Restauration et cafés	587	1,4	1,2	
Articles de ménage en textile	39	0,9	1,2		Services d'hébergement	165	2,4	2,0	
Appareils ménagers	87	-2,0	-2,2		Autres biens et services	1 341	1,1	1,2	
Verrerie, vaisselle, ustensiles de ménage	70	0,4	0,9		Soins personnels	278	0,3	0,2	
Outils pour la maison et le jardin	50	-0,5	0,0		Effets personnels (non définis ailleurs)	119	0,9	1,1	
Entretien courant de l'habitation	130	0,4	0,4		Protection sociale	485	0,9	1,0	
Santé	1 063	-0,2	0,5		Assurances	296	2,1	2,3	
Médicaments et produits pharmaceutiques	463	-2,0	-1,7		Services financiers	38	2,5	2,2	
Médecine non hospitalière	600	1,3	2,2		Autres services	125	0,9	1,1	

Champ, source, notes de lecture, précisions sur les données en bas de chaque tableau ou graphique

1. Les pondérations de l'indice sont calculées chaque année à partir de la consommation des ménages au sens de la comptabilité nationale.
  2. Évolution de l'indice de décembre 2017 par rapport à l'indice de décembre 2016.
- Champ : France hors Mayotte, ensemble des ménages. Note : base 100 en 2015.  
Source : Insee, indice des prix à la consommation.

### Quelques hausses et baisses de prix en 2017

glissement annuel de déc. à déc. en %

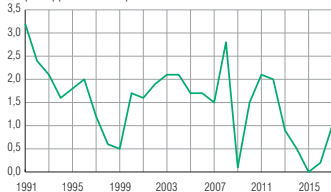
HausSES		Baisses	
	17/16		17/16
Combustibles liquides	+ 11,1	Pommes de terre	-10,8
Gazole	+ 9,4	Forfaits touristiques	-6,0
Médecines généralistes	+ 7,8	Lumières	-5,4
Fruits frais	+ 6,7	Matériel de téléphonie et de télécopie	-5,0
Huiles et graisses	+ 7,4	Matériel de nettoyage	-5,0
Tabac	+ 6,0	Appareils de transformation d'aliments	-5,0
Esence	+ 5,3	Appareils de cuisson	-4,2
Hydrocarbures liquéfiés (butane, propane, etc.)	+ 5,1	Matériel de traitement de l'information	-3,9
Services postaux	+ 3,8	Appareils photo et caméras	-3,8
Journaux et publications périodiques	+ 3,8	Tapis et moquettes	-3,4

Champ : France hors Mayotte. Note : évolution de l'indice de décembre 2017 par rapport à l'indice de décembre 2016.  
Source : Insee, indice des prix à la consommation.

Des tableaux concernant la France y compris les Dom sauf indication contraire

### Évolution de l'indice des prix à la consommation de 1991 à 2017

par rapport à l'année précédente en %



Champ : France hors Mayotte. Note : la variation annuelle de l'indice des prix à la consommation est l'évolution de l'indice moyen annuel. L'indice est la moyenne arithmétique des 12 indices mensuels.  
Source : Insee, indice des prix à la consommation.

Des graphiques d'illustration

### Évolution des indices des prix à la consommation harmonisés dans la zone euro et dans l'UE en 2017

glissement annuel de déc. à déc. en %

	17/16	17/16	
Allemagne	1,6	Lettonie	2,2
Autriche	2,3	Lituanie	3,8
Belgique	2,1	Luxembourg	1,6
Chypre	-0,4	Malte	1,3
Espagne	1,2	Pays-Bas	1,2
Estonie	3,8	Portugal	1,6
Finlande	0,5	Slovaquie	2,0
France	1,2	Slovénie	1,9
Grèce	1,0	<b>Zone euro</b>	<b>1,7</b>
Irlande	0,5	<b>UE</b>	<b>1,4</b>
Italie	1,0		

Note : évolution de l'indice de décembre 2017 par rapport à l'indice de décembre 2016.  
Source : Eurostat (extraction du 24 mai 2018).

Des données de cadrage européennes ou mondiales